

Accord professionnel
CAISSE D'ÉPARGNE

ACCORD DU 29 MARS 2011
RELATIF AU VOTE ÉLECTRONIQUE
NOR : ASET1150915M

PRÉAMBULE

Conformément aux dispositions des articles L. 2314-21 et L. 2324-19 du code du travail et dans la perspective des futures élections des représentants du personnel au conseil de discipline national (CDN) au sein de la branche Caisse d'épargne, les parties au présent accord ont initié un processus de négociation relatif à la mise en place d'un vote électronique.

La mise en œuvre du vote électronique se fera dans le respect des prescriptions énoncées dans le décret du 25 avril 2007 et de la délibération n° 2010-371 du 21 octobre 2010 portant adoption d'une recommandation CNIL relative à la sécurité des systèmes de vote électronique.

Les parties au présent accord sont convenues de l'opportunité de recourir au vote électronique pour l'organisation des élections des représentants du personnel au CDN pour les raisons suivantes :

- la répartition des électeurs sur le territoire national, l'organisation matérielle des bureaux de vote, la mise en place du vote par correspondance rendent complexe l'organisation des élections ;
- le scrutin électronique facilite le processus de vote puisqu'il ne nécessite aucun déplacement, permet de voter à tout moment de n'importe quel endroit. Il s'agit donc d'un système très souple pour les salariés, de nature à favoriser le bon fonctionnement du processus électoral ;
- le scrutin électronique s'intègre dans une démarche de développement durable en ce qu'il réduit la consommation de papier.

La solution retenue est le vote par Internet mis en œuvre par le prestataire RDI-UniVote.

Article 1^{er}

Principes généraux

Le présent accord a pour objet d'autoriser le recours au vote électronique au sein de la branche Caisse d'épargne pour l'élection des représentants du personnel au CDN.

Le système de vote électronique tel que défini dans le présent accord couvre le vote par Internet. Aucune autre possibilité de vote ne sera ouverte.

Les modalités d'organisation et de déroulement des opérations électorales utilisant le vote électronique seront fixées dans le respect des principes généraux du droit électoral.

Les modalités de mise en place du scrutin électronique permettront de respecter les principes suivants :

- l'authentification de l'électeur ;
- l'intégrité du vote : identité entre le vote émis par le salarié et le vote enregistré ;

- l’anonymat du vote : impossibilité de relier un vote émis à un électeur ;
- l’unicité du vote : impossibilité de voter plusieurs fois pour un même scrutin ;
- la confidentialité et le secret du vote.

Afin de garantir la sécurité des opérations électorales et la confidentialité du vote, la conception et la mise en place du système de vote électronique sont confiées à un prestataire extérieur.

Le prestataire retenu est la société RDI-UniVote, spécialiste du vote électronique.

Les différentes règles décrites dans le présent accord s’imposeront également aux personnes chargées de la gestion et de la maintenance du système de vote électronique.

Article 2

Modalités de vote

A partir du fichier des électeurs sera établi un sous-fichier purement numérique constitué de numéros à 8 chiffres complétés par un code secret à 4 chiffres.

Chaque salarié recevra à son domicile le courrier l’informant des modalités de vote, lui communiquant son code identifiant et son code secret.

Le code identifiant et le code secret seront strictement personnels. Toute personne non reconnue n’aura pas accès aux serveurs de vote.

En cas de perte de cet identifiant et/ou du code secret, le collaborateur devra prendre directement contact par téléphone ou par courriel avec RDI-UniVote à des fins d’authentification et pour que de nouveaux identifiant et code secret puissent lui être réacheminés.

Les collaborateurs auront le choix de voter à tout moment pendant la durée du scrutin par voie électronique sur leur lieu de travail, de leur domicile ou tout autre endroit, et de tout poste informatique équipé d’une connexion Internet en se connectant sur le site électronique sécurisé propre aux élections.

Article 3

Déroulement des opérations de vote

Le cahier des charges annexé au présent document vient préciser les conditions de mise en œuvre du vote électronique.

Article 4

Entrée en vigueur et durée d’application de l’accord

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée correspondant à la durée du processus électoral des élections des représentants du personnel au CDN, scrutin du 9 au 23 juin 2011. Il prendra effet à compter de sa signature et prendra fin à la date de proclamation des résultats.

Article 5

Confidentialité du vote électronique et stockage des données

Le système retenu permettra d’assurer la confidentialité des données transmises, s’agissant notamment des listes électorales, des collèges électoraux et des moyens d’authentification.

Ainsi, afin de répondre aux exigences posées par le code du travail, le flux du vote et celui de l’identification de l’électeur seront séparés. A ce titre, les données relatives aux électeurs inscrits sur les listes électorales ainsi que celles relatives à leur vote seront traitées par des systèmes informatiques distincts, dédiés et isolés, respectivement dénommés « fichier des électeurs » et « contenu de l’urne électronique ».

Le vote émis par chaque électeur sera crypté et stocké dans l’urne électronique dédiée.

Le vote électronique se déroulera pendant une période délimitée. Les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin devront pouvoir être contrôlées par les membres du bureau de vote.

Aucun résultat partiel ne sera accessible pendant le déroulement du scrutin.

Les fichiers comportant les éléments d'authentification des électeurs, les clés de chiffrement et de déchiffrement et le contenu de l'urne ne seront accessibles qu'aux personnes chargées de la gestion et de la maintenance du système.

Le dépouillement et le décompte des voix devront être faits dans les conditions prévues par l'arrêté du 25 avril 2007.

Le système de vote électronique sera scellé à l'ouverture et à la clôture du scrutin. Il sera également scellé après le dépouillement afin de garantir l'impossibilité de reprendre ou de modifier les résultats après la décision de clôture du dépouillement. La procédure de décompte des votes enregistrés devra pouvoir être déroulée de nouveau.

Les fichiers supports comprenant la copie des programmes sources et des programmes exécutables, les matériels de vote, les fichiers d'émargement, de résultats et de sauvegarde seront conservés jusqu'à l'expiration du délai de recours et, lorsqu'une action contentieuse a été engagée, jusqu'à la décision juridictionnelle devenue définitive. A l'expiration de ces délais, ces fichiers supports seront détruits.

Article 6

Sécurité

Une cellule d'assistance technique chargée de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique sera mise en place pendant la durée des opérations de vote. Cette cellule comprendra les membres du bureau de vote, les représentants de la direction des relations sociales et juridiques de BPCE SA ainsi qu'un représentant du prestataire.

Elle aura notamment pour mission de :

- procéder, avant que le vote ne soit ouvert, à un test du système de vote électronique et vérifier que l'urne électronique est vide, scellée et chiffrée par des clés délivrées à cet effet ;
- procéder, avant que le vote ne soit ouvert, à un test spécifique du système de dépouillement, à l'issue duquel le système sera scellé ;
- contrôler, à l'issue des opérations de vote et avant les opérations de dépouillement, le scellement de ce système.

En outre, un dispositif de secours susceptible de prendre le relais en cas de panne du système principal et offrant les mêmes garanties et les mêmes caractéristiques sera mis en place.

En cas de dysfonctionnement informatique résultant d'une attaque du système par un tiers, d'une infection virale, d'une défaillance technique ou d'une altération des données, le bureau de vote aura compétence, après avis des représentants du prestataire, de la direction et des organisations syndicales représentatives (OSR), pour prendre toute mesure d'information et de sauvegarde et notamment pour décider la suspension des opérations de vote.

Article 7

Expertise et déclaration auprès de la CNIL

Les systèmes de vote électronique nécessitent le recours à des fichiers nominatifs au sens de la loi du 6 janvier 1978 et sont donc soumis à des formalités auprès de la CNIL préalablement à leur mise en œuvre.

Article 8

Formalités de l'accord

La direction de BPCE SA et les représentants des OSR signataires sont parvenus à un accord autorisant le recours au vote électronique pour les élections des représentants du personnel au CDN en recourant à une solution reconnue sur le marché et ayant fait la preuve de sa fiabilité et de sa conformité aux règles applicables en matière électorale et de sécurité informatique.

L'accord collectif national relatif aux élections des représentants du personnel au CDN viendra préciser les modalités pratiques d'organisation du vote électronique.

Le présent accord sera déposé par BPCE SA selon les dispositions prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également transmis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 29 mars 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

BPCE.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFTC ;

UNSA ;

SNE CGC ;

SUD.